LA CRISE DES DÉPLACÉS SYRIENS AU LIBAN: BESOIN / OPPORTUNITÉ DE RECOURS À LA RSE

[**Issue Number 107 - January 2019**](https://www.lebarmy.gov.lb/fr/content/107-d)

**La Crise des Déplacés Syriens Au Liban: Besoin / Opportunité de recours à la RSE**
Préparé par: Dr. Siham Rizkallah
Maître de Conférences à l’Université Saint Joseph de Beyrouth –Faculté de Sciences Economiques –Unité de recherche CEDREC.

**Introduction**

La crise des déplacés syriens dont le nombre est en croissance continue depuis le déclenchement des conflits dans leur pays en 2011 est de plus en plus au centre des débats socio-économiques actuels aussi bien au Moyen-Orient dans les premiers pays d’accueil qu’à l’occident qui reçoit aussi des déplacés et qui contribue à assurer l’aide financière aux autres.

Face à l’incapacité des Etats et l’insuffisance de l’aide internationale, la principale question qui se pose concerne la capacité du secteur privé à faire la différence grâce à ses programmes de RSE et de Développement Durable de leur pays et le financement nécessaire des déplacés accueillis.

A partir de là, la grande question qui se pose est de connaître les enjeux socio-économiques dans les pays qui accueillent des déplacés particulièrement, de connaître l’ampleur des besoins qui dépassent les capacités des secteurs publics et des organisations internationales afin de rechercher les solutions alternatives à travers l’implication du secteur privé socialement responsable.  Le cas auquel nous faisons référence essentiellement est le Liban qui est le principal pays d’accueil aujourd’hui des réfugiés syriens sur son territoire.

Pour cela, nous commençons dans un premier temps par une mise en contexte et une définition des différents types de déplacés en s’intéressant particulièrement au cas des déplacés qui envahissent soudainement les pays limitrophes de leur pays d’origine en se référant à l’afflux des déplacés syriens au Liban depuis le déclenchement de la crise dans leur pays.

Nous étudierons dans un deuxième temps l’impact socio-économique de leur présence dans les pays d’accueil à travers les différents secteurs et indicateurs de Développement Durable surtout que dans le cas du Liban, ces indicateurs étaient déjà fragilisés par l’instabilité politique qui affecte négativement le climat d’investissement, le déficit budgétaire croissant et l’effet boule de neige qu’il provoque en matière d’endettement public, la faiblesse de la croissance économique, l’ampleur de la pauvreté, l’insuffisance de l’aide internationale déjà insuffisante pour soutenir le développement nécessaire.

Nous mettons en relief dans un troisième temps les besoins de financement qui permettraient à un pays comme le Liban de faire face à une telle crise, l’éventail de l’aide internationale promise et reçue par le Liban et l’insuffisance des interventions de l’Etat et du soutien international qui amène à recourir à l’implication du secteur privé dans cette opération.

Nous terminons dans un quatrième temps par aborder l’introduction de la RSE au Liban, les obstacles auxquels elle fait face et les opportunités qu’elle présente. Nous donnerons quelques exemples d’implication du secteur privé dans la crise des déplacés syriens à l’échelle du Liban via les programmes de RSE. La crise des déplacés est aujourd’hui un test qui permettrait d’examiner plus que jamais le comportement des entreprises qui s’affichent comme étant socialement responsables et d’étudier l’efficacité de leur initiative à répondre aux besoins des parties prenantes, à faire face aux crises et à préserver le développement durable.

**1- Mise en contexte**

Face à la confusion dans les termes entre réfugiés, déplacés, émigrés pour des raisons économiques ou autres, il s’avère nécessaire de définir et de classifier les différents types de flux migratoires montrant les nuances dans l’utilisation de ces différents termes. Ensuite, il s’agit de présenter le cadre de l’influence socio-économique de l’afflux de déplacés dans les pays d’accueil avant d’aborder l’impact sur les différents secteurs.

**1.1. Définition et classification des flux migratoires des pays de départ**

Face à l’afflux d’immigrés qui envahit les pays limitrophes aux pays et régions en conflit et forte instabilité politique, sécuritaire, économique et sociale… et vu la similitude de certains impacts socio-économiques de ces invasions et la nécessité d’intervention de la part de l’Etat, des organisations internationales et de la société civile, dans le cas, il est parfois difficile d’identifier et de distinguer le type de cet afflux entre déplacés et réfugiés.

 S’il est vrai que les réfugiés sont des immigrants qui ont besoin d’intervention spécifique beaucoup plus délicate que celle des immigrés économiques, toutefois tous les immigrés ne sont pas des réfugiés mais juste des déplacés. D’où la nécessité de bien définir chacun pour identifier les spécificités de l’impact socio-économique de leur présence et l’intervention nécessaire ciblant chaque catégorie.

Si les migrants économiques décident de quitter leur pays à la recherche de meilleurs opportunités de travail en plus d’une menace de persécution, la plupart d’entre eux se sont déplacés en vue de trouver de nouvelles opportunités de travail et d’améliorer leur niveau de vie.

Par contre, les réfugiés sont des migrants dont le déplacement est particulièrement dû â des conflits armés, à la persécution et bénéficient de droits spécifiques fondamentaux que les Etats devraient leur assurer selon la convention de 1951 et son protocole de 1967, la convention de l’OUA de 1969 sur les réfugiés et d’autres textes juridiques internationaux. Ces réglementations internationales garantissent la protection des réfugiés et l’assurance de ne pas être renvoyés chez eux face  au danger qu’ils ont fui, la mise en place de mesures d’asile efficaces et respect  de droits fondamentaux de survie dans la dignité dans les pays  d’accueil en attendant de solutions radicales à leurs situations.

Cette différenciation au niveau de la terminologie s’accompagne évidemment par une différenciation également au niveau du cadre socio-économique de leur accueil ainsi que sur l’impact de leur présence dans les différents secteurs et domaines d’activités.

Dans notre cas, nous nous intéressons en particulier au cas des déplacés syriens au Liban qui n’ont pas acquis le statut de réfugiés comme les palestiniens présents au Liban ou les réfugiés palestiniens qui étaient en Syrie et qui se sont déplacés au Liban. Le terme "déplacés" correspond à l’usage officiel, le Liban n’ayant jamais ratifié la Convention de Genève de 1951 relative au statut des réfugiés[[1]](https://www.lebarmy.gov.lb/fr/content/la-crise-des-d%C3%A9plac%C3%A9s-syriens-au-liban-besoin-opportunit%C3%A9-de-recours-%C3%A0-la-rse%22%20%5Cl%20%22_ftn1%22%20%5Co%20%22).

**1.2. Cadre de l’influence socio-économique dans les pays d’accueil**:

Il est vrai que l’arrivée imprévue et incontrôlée de vague migratoire dans un pays inquiète à première vue les différents acteurs publics et privés  quant à son impact sur le développement et la stabilité socioéconomique, voire aussi politique, sécuritaire, réglementaire, toutefois il importe d’approfondir tous ces aspects positifs et négatifs sur toutes les parties concernées avant de passer aux politiques d’encadrement.

Si la tendance générale est de considérer que l’afflux d’immigrés (déplacés ou réfugiés) constitue un poids lourd sur les indicateurs de Développement Durable du pays d’accueil, il se peut qu’une bonne gestion de leur situation puisse les transformer en ressource et en contributeurs au développement dans le pays d’accueil…

Une déclaration remarquable en juin 2015 de Cecile Riallant, Directrice du programme global IMCD (qui est une initiative conjointe entre la commission européenne et les Nations Unis pour le Développement et la Migration), amène à considérer la problématique des flux migratoires au-delà du simple passage de frontières et de poids économiques dans les pays d’arrivée pour l’étudier à la lumière de la stratégie des pays d’accueil. Il s’agit des stratégies de réponse aux besoins des migrants de leur intégration dans la société, leur insertion dans les services de la santé et de l’Education et leur accès au marché du travail de manière orientée vers les secteurs en besoin. De plus, il s’agit de mettre en place des stratégies de financement de projets qui améliorent le développement et accroissent la taille du gâteau au lieu de le répartir tel quel sur un nombre de bénéficiaires plus grand et de s’inquiéter sur la rédaction du morceau qui en résulte à chacun.

Une telle approche s’avère aujourd’hui indispensable surtout avec l’afflux croissant d’immigrés refugiés et que 9/10 des personnes déplacées se trouvent dans un pays en développement et la part des déplacés qui aspirent d’être présentes dans les pays occidentaux plus développés est nombreuse.

Toutefois, si le pourcentage de déplacés par rapport au total de la population européenne demeure modéré, il ne l’est pas dans les pays limitrophes à la Syrie comme le Liban, la Jordanie ou la Turquie.

Le cas typique est certainement le Liban où les déplacés syriens depuis le déclenchement de la crise dans leur pays a dépassé le tiers de la population libanaise[[2]](https://www.lebarmy.gov.lb/fr/content/la-crise-des-d%C3%A9plac%C3%A9s-syriens-au-liban-besoin-opportunit%C3%A9-de-recours-%C3%A0-la-rse%22%20%5Cl%20%22_ftn2%22%20%5Co%20%22) . Des camps de réfugiés syriens, informels et non reconnus par l’Etat, se sont multipliés plus de 1,3 million[[3]](https://www.lebarmy.gov.lb/fr/content/la-crise-des-d%C3%A9plac%C3%A9s-syriens-au-liban-besoin-opportunit%C3%A9-de-recours-%C3%A0-la-rse%22%20%5Cl%20%22_ftn3%22%20%5Co%20%22)  de déplacés, recensés par le Haut Commissariat aux Réfugiés (HCR) se sont installés depuis 2011 dans l’ensemble du pays, parfois dans des zones frontalières de la Syrie, mais aussi dans les banlieues de Beyrouth. Sans parler des refugies palestiniens qui sont au Liban depuis plus que 50 ans, et sans rentrer dans les afflux d’immigrés économiques (égyptiens, indiens, éthiopiens…) mais dont l’arrivée est beaucoup mieux organisée et contrôlée et au moins bien chiffrée.

L’afflux de syriens est survenu de manière soudaine au déclenchement du conflit en Syrie en 2011 et s’est accru de manière non contrôlée en raison des difficultés de surveiller toutes les frontières communes et l’impossibilité d’empêcher les travailleurs initialement au Liban d’amener leurs familles en plus des tiraillements politiques au Liban qui empêchaient d’avoir une vision commune à l’égard de cette crise.

De plus, la fragilité de la stabilité sécuritaire et politique au Liban, la faiblesse du travail institutionnel, l’absence de Président de République, pendant deux ans et demi, le déficit croissant des Finances Publiques, l’accroissement de la Dette publique qui a dépassé 154% du PIB selon le dernier rapport de la Banque Mondiale Octobre 2018[[4]](https://www.lebarmy.gov.lb/fr/content/la-crise-des-d%C3%A9plac%C3%A9s-syriens-au-liban-besoin-opportunit%C3%A9-de-recours-%C3%A0-la-rse%22%20%5Cl%20%22_ftn4%22%20%5Co%20%22)  et l’insuffisance de l’aide internationale ont empêché le Liban de mettre en place une stratégie qui limite l’afflux des refugiés sur son territoire.

La crise humanitaire provoquée par l’afflux massif des déplacés syriens et réfugiés palestiniens qui étaient en Syrie en l’espace de quelques mois intervient dans un contexte socioéconomique déjà difficile au pays du Cèdre et aggrave advantage sa situation écoomique déjà fragile à l’échelle conjoncturelle et structurelle sectorielle.

**2- Impact des déplacés sur le Développement Durable au Liban**

Le Liban supporte depuis 2011 les répercussions du conflit syrien et l’afflux croissant de réfugiés syriens qui bouleverse l’équilibre démographique et provoque des pressions sur le marché de travail et la demande de services publics (eau, électricité, infrastructure…).

 Savoir que selon le rapport de la Banque Mondiale en Octobre 2018 sur le Liban, le taux de croissance économique libanaise ne devrait pas dépasser 1% en 2018, soit un point de moins que sa projection publiée en avril. Le ratio dette / PIB est attendu à 154,6%, soit un des ratios les plus élevés du monde. C’est le troisième plus important au monde après celui du Japon (240%) et de la Grèce (180%).

Malgré une légère amélioration de la conjoncture constatée dans les secteurs du tourisme et de l'immobilier, les exportations manufacturières et agricoles sont en recul. La dette publique est très élevée, équivalente à une fois et demie le montant du PIB. Un troisième plan de relance a été mis en place par la banque centrale, basé sur des crédits. Le ministre libanais de l’Économie, Raëd Khoury, a affirmé lors d’une conference de presse le 20 octobre 2017 que la crise syrienne a coûté à l'économie libanaise 18 milliards de dollars depuis son déclenchement en 2011 et que les déplacés syriens au Liban représentent désormais 40% de la population. Il déclare également que la pauvreté a augmenté de 53% au Liban-Nord, 48% au Liban-Sud, et 30% dans la Békaa”[[5]](https://www.lebarmy.gov.lb/fr/content/la-crise-des-d%C3%A9plac%C3%A9s-syriens-au-liban-besoin-opportunit%C3%A9-de-recours-%C3%A0-la-rse%22%20%5Cl%20%22_ftn5%22%20%5Co%20%22).

Sachant que le chômage est officiellement estimé à 21% selon les derniers chiffres du ministère des Affaires Sociales mais, en l'absence de statistiques fiables, il pourrait s'élever en réalité à plus de 25% et à exploser du fait de l'afflux des déplacés syriens. Les inégalités sociales sont importantes et croissantes et se traduisent par une répartition des comptes bancaires entre les tranches sociales montrant que 2% de la population seulement détient plus de 59% des dépôts bancaires, contre 98% représentant moins de 40% des dépôts selon une étude publiée dans le mensuel Magazine du 3 août 2018[[6]](https://www.lebarmy.gov.lb/fr/content/la-crise-des-d%C3%A9plac%C3%A9s-syriens-au-liban-besoin-opportunit%C3%A9-de-recours-%C3%A0-la-rse%22%20%5Cl%20%22_ftn6%22%20%5Co%20%22).

L’impact de l’afflux des réfugiés syriens au Liban est multiple, et l’aide internationale s’avère insuffisante bien qu’en avril 2018, la communauté internationale, réunie à Paris pour la conférence de Cèdre, s’est engagée à débloquer 9 milliards d’euros pour sauver l’économie libanaise.

**2.1. Impact des déplacés sur les indicateurs économiques au Liban**

L’impact de la crise syrienne sur le Liban se fait sentir au niveau de tous les indicateurs Economiques considérés comme mesures stratégiques du Développement Durable dans le rapport de l’Escwa (PIB, Finances Publiques, commerce extérieur, chômage, pauvreté, accès aux services de l’Education et de la Sante…).

Le rapport de la Banque Mondiale [2014], montre que la croissance libanaise a diminué de 2,9 points de pourcentage, ce qui se traduit par des milliards de dollars de manque à gagner résultant de la baisse de l’activité économique durant la période d’étude de 2012-2014.

La situation des finances publiques libanaises déjà fragile avant la crise syrienne, s’est fortement dégradée depuis le début de cette crise. D’une part, le conflit syrien a entraîné une baisse de 1,5 milliard de dollars des recettes fiscales entre 2012 et 2014, du fait de l’impact de la crise syrienne sur le climat d’investissement au Liban et l’activité de ses différents secteurs. D’autre part, les dépenses budgétaires totales du Gouvernement ont augmenté de près de 1,1 milliard de dollars sur la période 2012-2014, surtout pour répondre aux besoins des refugiés syriens résultant essentiellement du fait de l’augmentation de  la consommation des services publics par ces réfugiés… (Accroissement soudain de l’utilisation des systèmes de gestion des déchets solides et des services municipaux par les réfugiés syriens, demande accrue d’électricité résultant de l’afflux de réfugiés syriens, forte augmentation de la demande additionnelle d’eau, dégradation accentuée du réseau de transport libanais qui était déjà médiocre surtout dans les régions accueillant un nombre important de réfugiés comme Akkar, Zahle et Ba’albeck où le trafic a plus que doublé sur certains axes routiers…)

Quant au commerce extérieur et au tourisme, ils sont sévèrement influencés par la crise de la Syrie, non seulement en raison de son rôle comme partenaire commercial, mais aussi parce qu’un volume considérable du commerce libanais transite par la Syrie qui est la seule frontière terrestre qui relie le Liban aux autres pays arabes (en l’absence d’échanges via la frontière libano-palestinienne). De même, le nombre de touristes étrangers (en dehors des ressortissants libanais) n’a cessé de décroître depuis le début de la crise syrienne en 2010.

Durant la période 2012-2014, l’impact budgétaire du conflit syrien sur la santé, l’éducation et la protection sociale est estimé entre 308 et 340 millions de dollars, alors que 1,4 à 1,6 milliard de dollars (3 à 3,4% du PIB) seront nécessaires pour revenir à une situation de stabilisation. De plus, le coût budgétaire du conflit syrien sur les infrastructures est estimé à 589 millions de dollars, alors que 1,1 milliard de dollars seraient nécessaires pour stabiliser ce secteur.

**2.2. Impact des déplacés sur les activités et services au Liban**

De plus, les structures locales libanaises sont débordées par l’afflux de réfugiés. Si l’on prend l’exemple du secteur de l’Education, il faudrait doubler la capacité des écoles publiques libanaises pour accueillir tous les enfants des refugiés syriens dont le taux de scolarisation actuel ne dépasse pas 20% et les classes se tiennent les après-midi avec des enseignants syriens ou libanais payés par des ONG… De même, les services de santé sont également débordés et les ONG ne peuvent que répondre aux soins de première nécessité.

Par ailleurs, le conflit syrien, bascule quelque 170 000 Libanais supplémentaires dans la pauvreté alors qu’on on estimait à près d’un million le nombre de Libanais pauvres (vivant avec moins de 4 dollars par jour) et le ministère des Affaires sociales (MOSA) cherchait à les soutenir grâce à un programme national en collaboration surtout avec la Banque Mondiale. De même, le marché du travail libanais a été fortement influencépar l’afflux des réfugiés syriens que ce soit par l’augmentation du chômage ou par l’accroissement du travail informel. Le taux de pauvreté et de vulnérabilité a doublé, passant de 28 % avant la crise à 50 % de la population, composée de 4 millions de Libanais, 1,5 million de Syriens et 300 000 Palestiniens. Selon les dernières estimations du Plan libanais de réponse à la crise (PLRC – Lebanese Crisis Response Plan – LCRP), environ 3,3 millions de personnes se trouvent aujourd’hui vulnérables au Liban.

Un grand besoin d’abris et de logements se fait ressentir en plus d’autres premières nécessités. La Banque mondiale a réalisé une étude sur l’impact économique et social de la crise syrienne sur le Liban, en coopération avec des agences des Nations Unies, l’Union européenne et le Fonds monétaire international. Selon le rapport de la Banque Mondiale, 92 % des réfugiés syriens au Liban n’ont pas de contrat de travail, et plus de la moitié sont payés au quotidien ou de façon hebdomadaire. Le marché du travail a été lourdement influencé. Sachant que les Syriens, parce qu’ils acceptent des tarifs deux fois moins élevés, concurrencent fortement la main d’œuvre libanaise au point de connaître un taux de participation sur le marché du travail supérieur à celui des Libanais…

Chaque année les donateurs sont de moins en moins généreux car la crise syrienne ne cesse de s’accentuer et d’épuiser les ressources des donateurs qui devraient faire leur compte pour que leurs interventions suffisent pour l’ensemble des pays en situation de crise et de pauvreté extrême...

Les infrastructures libanaises et les services publics s’avèrent insuffisants pour répondre aux besoins des libanais et des refugiés. L’électricité fonctionne en moyenne 18 heures par jour et les services d’alimentation en eau ne sont opérationnels que trois jours par semaine dans les régions les plus favorisées.

Le Liban pauvre en ressources, surendetté de plus de 80 milliards de dollars américains selon les derniers chiffres du ministère des Finances, se trouve dans l’incapacité d’augmenter ses dépenses pour répondre aux besoins croissants des refugiés syriens.

Pour atténuer l’impact de l’afflux des refugiés syriens sur son propre développement, et dans l’impossibilité de compter toujours uniquement sur l’aide internationale et les efforts de l’Etat et les contributions des ONG, le Liban trouve urgent d’impliquer le secteur privé en recourant au développement de la RSE et son orientation particulièrement vers les interventions nécessaires pour répondre aux besoins des refugiés et pour développer les régions qui les accueillent et l’économie nationale dans son ensemble pour relancer la croissance économique et la création d’emplois et l’élargissement de l’assiette fiscale rétrécie du fait de la stagnation économique…

**3- Besoin de financement et ciblage des interventions**

Il est connu que l’ampleur de la migration surtout avec la crise syrienne et l’afflux croissant des déplacés syriens dans les pays limitrophes et encore vers différents autres pays a dépassé les capacités des Etats des pays d’accueil et les moyens des organismes d’aide humanitaire et a exigé plusieurs rencontres de recherche de financement par les donateurs dont récemment le sommet régional pour faire face à la crise syrienne qui s’est tenu en Finlande.

**3.1. Insuffisance du financement de l’Etat et des organismes de soutien**

Face aux difficultés de couvrir les coûts directs et indirects de la crise syrienne sur l’economie libanaise, le Liban a lancé le 19 janvier au Grand Sérail, le Plan de réponse à la crise du Liban (PRCL) 2017-2020, qui rassemble plus de 104 partenaires pour aider 2,8 millions de personnes vulnérables vivant au Liban[[7]](https://www.lebarmy.gov.lb/fr/content/la-crise-des-d%C3%A9plac%C3%A9s-syriens-au-liban-besoin-opportunit%C3%A9-de-recours-%C3%A0-la-rse%22%20%5Cl%20%22_ftn7%22%20%5Co%20%22).

Ce plan conjoint entre le gouvernement libanais et ses partenaires nationaux et internationaux a pour but d'obtenir un financement à hauteur de 2.8 milliards de dollars pour l'année 2017.

Cette aide fournira un soutien humanitaire critique immédiat et une protection pour 1,9 million de réfugiés et de Libanais vulnérables et apportera des services de base à 2,2 millions de personnes, ainsi que des investissements dans l'infrastructure, l'économie et les institutions publiques

Il s’agit du plan régional pour les personnes déplacées et refugiées pour améliorer les capacités de faire face à la crise pendant deux ans 2017-2018 et aider 4,7 millions de Syriens déplacés, et 4,4 millions de la population de leurs communautés d'accueil en Jordanie, en Turquie, au Liban, en Irak et  en Egypte. Ce nouveau plan pour faire face à la crise du déplacement syrien a affecté 2,62 milliards $ à la protection et à l'assistance des personnes déplacées, et 2,07 milliards $ à soutenir les communautés d'accueil et de l'investissement.

Le Liban bénéficie d’une grande part du financement nécessaire à hauteur d'environ deux milliards de dollars, répartis entre un milliard et 131 millions de dollars pour l'aide humanitaire aux réfugiés et 903 mille dollars dédiés à la communauté d'accueil. Le ciblage des fonds concerne plusieurs domaines: la protection, la sécurité alimentaire, l'éducation, la santé, les besoins de base, le logement, l'eau et l'assainissement.

Et plus précisément selon les chiffres du PNUD des Nations Unies, le Liban avait besoin pour couvrir le coût d’accueil des refugiés est plus élevé que les deux milliards et 480 millions de dollars, selon le plan élaboré par l'État libanais, sachant que l'aide parvenue au Liban depuis 2015 a couvert environ 50 pour cent des montants nécessaires.

Au niveau de la protection, le Liban a besoin de 188 millions $ sur 649 M $ alloué à cet objectif au niveau régional. En ce qui concerne la sécurité alimentaire, il a besoin de 407 millions $ en 2017, après qu'il est devenu clair en 2016 que seulement 7% des familles de déplacés bénéficiant d'une sécurité alimentaire, contre 11% en 2015.

Le Liban réclame une aide urgente pour tous les secteurs du plan, sur la base que 36% des fonds nécessaires seront de retour à la communauté d'accueil au Liban et distribués aux ministères concernés tels que l'énergie, l'assainissement, les hôpitaux, l'éducation. Le reste sera affecté à des services humanitaires à deux millions de personnes vivant au Liban, la moitié aux libanais vivant sous le seuil de pauvreté, et l’autre moitié aux réfugiés syriens au Liban.

**3.2. Nécessité d’intervention et catégories de personnes ciblées**

Les publications[[8]](https://www.lebarmy.gov.lb/fr/content/la-crise-des-d%C3%A9plac%C3%A9s-syriens-au-liban-besoin-opportunit%C3%A9-de-recours-%C3%A0-la-rse%22%20%5Cl%20%22_ftn8%22%20%5Co%20%22) de l’HCR basées sur le Rapport des Nations Unies indiquent que le nombre de personnes déplacées arrivées dans un pays n’a jamais atteint le tiers de sa population, comme c’est le cas au Liban, depuis les événements du Rwanda en Juillet 2013. Il semble que l'impact de la crise syrienne sur le Liban a touché tous les indicateurs socio-économiques qui reflètent le développement durable dans le rapport de la CESAO (sortie PIB, les finances publiques, le commerce extérieur, le chômage, la pauvreté, l'accès aux services d'éducation et de santé...)

Le rapport a réparti les syriens déplacés au Liban en trois catégories: la première catégorie est le travail informel dans les segments réguliers sans aucune couverture d'assurance (comme les travailleurs syriens dans des fermes, des usines, des magasins et des restaurants ...) et ne sont ni chiffrés ni structurés et non conformes aux mêmes conditions que les libanais ... ce qui crée une différence dans le coût du travail et le coût de production des entreprises qui les embauchent  et les encouragent à remplacer la main d’œuvre libanaise par la force du travail syrienne…

La deuxième catégorie comprend les artisans qui ont ouvert de petites institutions (comme les magasins de légumes, des fours, mini-marchés...). Cette catégorie a un effet multiplicateur sur la stabilité socio-économique comme ils rivalisent les propriétaires de magasins libanais similaires, ils sont créés conformément aux lois libanais, mais créent des marchés parallèles aux marchés libanais.

La troisième catégorie riche et à pouvoir, répartie entre les investisseurs et les commerçants qui ont pu continuer leur travail car ils jouent un rôle économique et financier au Liban ou par l'intermédiaire du Liban vers l'extérieur. Ces refugiés sont capables de louer et d’acheter des logements et contribuent à la pression sur les prix dans le secteur de l’immobilier et de la construction.

Parallèlement, les Nations Unies ont annoncé que 71% du nombre total de réfugiés syriens résidant au Liban vivent actuellement en dessous du seuil de pauvreté. Les syriens pauvres réfugiés se sont ajoutés aux libanais dont 8% souffrent de la pauvreté extrême, et 28,5% vivent en dessous du seuil de pauvreté.

Depuis 2014, le nombre de personnes vivant avec moins de 2,4 $ par jour à 1,2 million de personnes a doublé, ce qui signifie qu’environ 300.000 Libanais, et plus de 70% des Syriens déplacés se noient de plus en plus dans la spirale étouffante entre le déficit budgétaire et la dette.

Dans le même contexte, la Banque mondiale de 2017 a révélé dans son bulletin trimestriel économique du Moyen-Orient et Afrique du Nord à la fin de l'année 2016 que les pertes directes subies par le Liban à la suite de l'exode syrien lui ont varié entre 12 et 13 milliards [[9]](https://www.lebarmy.gov.lb/fr/content/la-crise-des-d%C3%A9plac%C3%A9s-syriens-au-liban-besoin-opportunit%C3%A9-de-recours-%C3%A0-la-rse%22%20%5Cl%20%22_ftn9%22%20%5Co%20%22).

**4- La RSE face à la crise de migration et de réfugiés**

Dans l’incapacité des Etats et organisations humanitaires seuls à faire face à la crise de migration et l’afflux de déplacés, un rôle majeur est de plus en plus reconnu au secteur privé au matière d’intervention socio-économique complémentaire aux autres sources nationales et internationales…

**4.1.Rôle du secteur privé face à la crise des déplacés**

Au fait, l’action du secteur privé s’avère généralement plus rapide et plus souple que les procédures lourdes du secteur public et des organismes internationaux. Dans l'ensemble, le secteur privé n'est pas encombré par les contraintes politiques ou la bureaucratie qui peuvent entraver l'action gouvernementale. Et de nombreuses entreprises sont organisées pour agir rapidement en réponse aux opportunités du marché - ou dans ce cas une urgence humanitaire.

Deuxièmement, les milieux d'affaires ont comblé les défaillances du secteur public à répondre aux besoins d’interventions croissants. La communauté internationale s'est concentrée sur le secours humanitaire immédiat, à juste titre. Mais la crise actuelle a aussi une composante économique : dans bien des cas, elle représente une opportunité d'affaires, car les nouveaux arrivants offrent leurs talents et leurs connaissances à des entreprises tournées vers l'avenir. En conséquence, ce ne sont pas seulement les départements de responsabilité sociale d'entreprise qui sont à l'origine de la réponse des entreprises.

Enfin, la réaction des milieux d'affaires a mis en évidence les avantages à long terme de la migration, ce que les politiciens qui craignent les courants xénophobes (ou qui s'y opposent) ont eu du mal à le faire. L'implication enthousiaste du secteur privé contribue à atténuer le déficit démographique de l'Europe, à combler les lacunes de son marché du travail et à fournir une cohorte de jeunes travailleurs et contribuables pour l'avenir.

Alors que la crise des réfugiés en Europe continue d'évoluer, des offres d'assistance sont venues de certains endroits inattendus. Des contributions ont été faites par des entreprises grandes et petites. Les propriétaires de magasins ont fourni aux réfugiés des aliments et des vêtements gratuits, et les entreprises de transport locales ont aidé les gens à traverser les frontières. Au niveau de l'entreprise, FedEx, JPMorgan Chase et Google ont tous versé des contributions directes de plus d'un million de dollars à des organisations humanitaires. American Express et Daimler s'associent à des dons de leurs employés, Western Union offre dix cents par transaction faite par les consommateurs dans l'Union européenne, et Norwegian Air a recueilli des fonds grâce à des collections en ligne.

Sachant qu’il y a beaucoup plus de réfugiés syriens en Jordanie, au Liban et en Turquie qu'en Europe, et beaucoup des réponses novatrices qui émergent actuellement en Europe auraient un impact plus important (et des retours d'investissement plus élevés) s'ils étaient concentrés là où réside la plupart des réfugiés.

**4.2. Expérience de la RSE au Liban face à la crise des déplacés syriens**

Contrairement à plusieurs pays qui encouragent le développement de la RSE, le Liban n’a pas de cadre législatif propre à la RSE, contrairement à d’autres pays comme la France où la loi dite de Grenelle II (2012) impose, par exemple, aux entreprises de plus de 500 salariés de publier certaines informations sur leur performance sociale, environnementale et sociétale.

Aussi, contrairement aux pays arabes où la promotion de la RSE s’est basée sur l’intervention de l’Etat qui l’encadre et l’oriente, c’est le secteur privé qui prend l’initiative au Liban par des efforts individuels et dispersés en l’absence de tout encadrement de la part de l’Etat ou toute mesure incitative [[10]](https://www.lebarmy.gov.lb/fr/content/la-crise-des-d%C3%A9plac%C3%A9s-syriens-au-liban-besoin-opportunit%C3%A9-de-recours-%C3%A0-la-rse%22%20%5Cl%20%22_ftn10%22%20%5Co%20%22)…

Au Liban, l'introduction récente de la RSE a résulté d’une initiative volontaire prometteuse de la part de plusieurs entreprises privées. Toutefois, récemment, Libnor (institution publique rattachée au ministère de l'Industrie au Liban et également membre d’ISO internationale) a lancé un projet important sur la responsabilité sociale des entreprises sur la période 2011-2014.

L’initiative de Libnor (institution publique attachée au ministère de l’Industrie au Liban et également membre d’ISO internationale) s’inscrit dans le cadre du projet financé par l’Agence Suédoise Internationale pour le Développement (ASDI) qui a offert 4 millions de Dollars américains à ISO pour intégrer les critères de la RSE dans 8 pays arabes pilotes dont le Liban : l'Algérie, l'Egypte, l'Irak, la Jordanie, le Liban, le Maroc, la Tunisie et la Syrie (dont 2 pays se sont retirés : la Syrie et l'Irak).

Toutefois, l’absence d’entité chargée de l’orientation de la RSE au Liban à l’instar des autres pays arabes, vers les domaines prioritaires d’intervention sociale laisse aux entreprises la liberté de réaliser des interventions disperses et parfois répétées dans certains domaines particuliers (Education, Santé, Environnement..) au lieu de les guider vers de nouveaux espaces tel celui des refugiés syriens qui devient de plus la principale contrainte au développement socio-économique du pays.

Certaines entreprises, surtout des banques libanaises font des efforts remarquables et trouvent la voie des priorités d’intervention sociale nécessaire susceptible de favoriser le développement du pays en réduisant autant que possible le poids de l’afflux des réfugiés syriens.

Jusqu'à présent, la collecte d'informations sur la RSE au Liban est difficile, les initiatives privées et leur évaluation sont faites librement par les entreprises. De plus, les données sont dispersées en l'absence d'une entité commune qui rassemble les informations, qui oriente les projets vers les besoins prioritaires des parties prenantes, qui empêche le gaspillage et la redondance entre les projets réalisés et qui collecte et évalue les résultats et les rapports de la RSE permettant d'avancer des propositions et des recommandations envers le secteur public.

Étant donné que la RSE reste conçue par les États comme étant facultative et non pas obligatoire, la principale voie incitative officielle consiste à encourager cette démarche par quelques mesures (exemptions fiscales, crédits à taux d'intérêt réduits...) dans certains pays. Toutefois, de telles mesures ne peuvent être suffisantes s'il n'y a pas un recours à des référentiels et des dispositifs assurant le cadre nécessaire pour le développement et l'évolution de la RSE, comme notamment le Global Compact, les normes ISO 26000. L'adhésion à de tels dispositifs importe aux entreprises notamment pour bien se positionner par rapport aux parties prenantes, dont surtout les concurrents et les clients, qui influencent directement leurs parts de marché. D'autant plus que la publication de rapports de RSE (CSR reporting) joue également un rôle important dans la définition d'indicateurs et la mise en place de systèmes internes facilitant l'avancement dans la lignée de la RSE.

Toutefois, plusieurs critères de mesure de la participation sociale de l'entreprise envers ses employés sont connus et retenus déjà dans plusieurs pays de la région qui appuient la démarche vers la responsabilité sociale des entreprises... Notons principalement les critères de mesure de la participation sociale de l'entreprise envers ses employés, les critères de mesure des coûts des activités relatives à l'amélioration de la relation avec les parties prenantes (agents) et les critères de mesure de contribution de l'entreprise envers la société et l'environnement...

Une enquête menée par l'auteur auprès de plusieurs entreprises engagées dans des projets de RSE au Liban montre la faiblesse du Liban dans ce domaine par rapport à plusieurs autres pays de la région en raison de plusieurs obstacles qui empêchent l'institutionnalisation et le développement de la RSE .

Si l'initiative du secteur privé libanais en matière de RSE est prometteuse, plusieurs difficultés empêchent aujourd'hui son évolution... L'absence de dialogue entre le secteur privé et le secteur public sur ce thème actuel qui est au centre des débats socioéconomiques à l'échelle régionale et internationale, la dispersion des données concernant la RSE au Liban, le manque de collaboration entre les entités concernées (chercheurs, professionnels, ministères, syndicats...) et par la suite le faible lobbying de la part des acteurs de la société civile ne font que ralentir le processus de la RSE[[11]](https://www.lebarmy.gov.lb/fr/content/la-crise-des-d%C3%A9plac%C3%A9s-syriens-au-liban-besoin-opportunit%C3%A9-de-recours-%C3%A0-la-rse%22%20%5Cl%20%22_ftn11%22%20%5Co%20%22) ...

 La crise des déplacés présente un exemple clair de la façon dont le comportement socialement responsable des entreprises d'aujourd'hui est examiné plus que jamais auparavant. Ce n'est plus une option de ne pas agir en temps de crise; Les entreprises doivent s'impliquer, dans l'intérêt de la confiance de leurs employés, clients et parties prenantes, si ce n'est autre chose.

A titre d’exemple notons l’initiative de la Banque Libano-Française (BLF) qui a soutenu MasterCard et le PAM dans le cadre de la réponse humanitaire massive à la crise syrienne, qui a mené à la mise en place d'un programme novateur de bons d’achat alimentaire électroniques au Liban qui permet à des centaines de milliers de déplacés syriens de subvenir à leurs besoins alimentaires, stimule l’activité économique et favorise l’inclusion financière de ces derniers.

En outre, la Banque Centrale du Liban a émis plusieurs circulaires favorisant la RSE ou exigeant la publication de certaines informations financières, en plus de circulaires relatifs à la gouvernance d’entreprise, à la lutte contre le blanchiment d’argent, la circulaire 331, qui incite les banques à investir dans les nouvelles start-ups qui s’inscrit directement dans une démarche de responsabilité sociale envers l’emploi et les jeunes entrepreneurs.

Ainsi, il apparait que la RSE au Liban demeure dans son stade primaire, toutefois elle est prometteuse pour le développement du pays et surtout pour dépasser les difficultés de l’afflux croissantdes refugiés syriens dans le pays.

Finalement, l’impact socio-économique de la crise syrienne sur le Liban est un fait accompli, et il est inutile de faire des prévisions économiques « toutes choses égales par ailleurs » indépendamment des effets du conflit syrien sur le Liban, il ne reste donc que l’intervention du secteur privé pour transformer la crise en une opportunité de partenariat secteur privé-secteur public-ONG pour soutenir le développement socio-économique.

**CONCLUSION**

En conclusion, la leçon tirée de la crise des réfugiés en Europe est claire: tous les aspects de la migration sont mieux gérés lorsque les entreprises, la société civile et les gouvernements travaillent ensemble. Alors que la crise se poursuit, le maintien et l'approfondissement de cette coopération - en Europe comme ailleurs - constitueront à la fois un défi et une occasion historique.

Concernant le Liban, la situation économique du pays face à la crise des réfugiés ne laisse d'autres remèdes que le recours à la RSE et la collaboration étroite entre les entreprises privées socialement responsables et les principaux acteurs de l'ESS. Une telle collaboration s'avère indispensable et prioritaire afin de mettre en place des programmes de développement durable et un financement à long terme des opérations d'intervention auprès des réfugiés qui allège le poids subi par l'État, la tension au niveau de l'économie et les défis de la société civile par un partenariat tripartite... Reste à voir qui prendra cette initiative. Qui l'orientera, et qui évaluera ses résultats et garantira sa continuité.

Ainsi, la RSE constitue la principale voie permettant aux entreprises privées libanaises de contribuer généreusement à sauver le développement socio –économique durable de leur pays et par la suite l’environnement d’investissement qui influence à son tour leur activité principale.

Reste à savoir si l’Etat interviendra au moins pour encourager la RSE et l’orientation à cette fin en prenant les mesures incitatives nécessaires pour le secteur privé et les ONG. Le diagnostic est clair et le remède possible est disponible. Reste à le prescrire et favoriser son adoption.

**BIBLIOGRAPHIE**

- ANONYME, Réfugiés syriens : “L’aide au développement du Liban et de la Jordanie doit être inconditionnelle”, http://ideas4development.org/refugies-syriens-laide-developpement-liban-de-jordanie-etre-inconditionnelle, 5 juillet 2016.

- ANONYME, « Crise des migrants: ces millions de refugies syriens repartis a travers le Moyen-Orient que l’Europe a distinguer derrière l’image de ceux qui traversent la Méditerranée», http://www.atlantico.fr/decryptage/crise-migrants-ces-millions-refugies-syriens-repartis-travers-moyen-orient-que-europe-peine-distinguer-derriere-image-ceux-qui-2308865.html,5 Septembre 2015.

- http://www.atlantico.fr/decryptage/crise-migrants-ces-millions-refugies-syriens-repartis-travers-moyen-orient-que-europe-peine-distinguer-derriere-image-ceux-qui-2308865.html,5 Septembre 2015.

- ANONYME, «Les banques s’emparent de la responsabilité sociale»,**Le Commerce du Levant**, 15 Mars 2016.

- ANONYME, "Le PAM lance des bons d’achat alimentaire électroniques pour les réfugiés syriens au Liban avec le soutien de MasterCard»,  «http://www.eblf.com/fr/MasterCardBLFPartenariat\_#sthash.oBCEa0on.dpuf,  11 octobre 2013.

- ANONYME, (2008), Rapport de l’ESCWA, Application des indicateurs du Développement Durable dans les pays de l’ESCWA, Analyses des Résultats, p8-68.

- BANQUE MONDIALE, 2013, Lebanon: Economic and Social Impact Assessment of the Syrian Conflic.

- CAROLL A B, (1991), “The pyramid of corporate social responsibility: towards the moral management of organizational stakeholders, Business Horizons July/August, http://www.rohan.sdu.edu/faculty.

- www.adequations.org.

- DOT-POUILLARD Nicolas, PESQUET Jean-Baptiste, « Les réfugiés syriens au Liban : l’émergence progressive d’un discours de neutralité ? », Confluences Méditerranée, 2015/1 (N° 92), p. 61-72. DOI : 10.3917/come.092.0061. URL : https://www.cairn.info/revue-confluences-mediterranee-2015-1-page-61.htm.

- EL HAJJ CHIDIAC M , (2015), « Pratiques de la RSE dans les PME libanaises : une prise de conscience », **Questions de Management**, No 1, vol 9, 2015, p37-51.

- FRIGANT V, (2009), « Les stackholders sont ils réellement à l’origine des pratiques socialement responsables », **Revue Française de Socio-Economie**,  No 4, Vol 2, p135-154.

- JAMALI, (2008), « A stackholder approach to corporate social responsibility: a fresh perspective into theory and practice, Journal of Business Ethics, Vol 82, p 213-231.

- LAVILLE E, (2002), L’entreprise verte, le développement durable change l’entreprise pour changer le monde, Editions Village Mondial.

- NAJA M, (2016), La  perception de la RSE par les consommateurs libanais : quels enjeux pour les PME ?, Université Libanaise.

- NAUFAL Hala (2011), La Situation des réfugiés et travailleurs syriens au Liban suite aux soulèvements populaires en Syrie, note d’analyse et de synthèse 2011/73, Florence, Carim, 2011, p - WWW. MIGRATIONPOLICYCENTRE. EU/DOCS/MPC % 202012 % 20 FR % 2012. PDF.

- PITON C., BURGGRAEVE  K. « Les conséquences économiques de l’afflux de réfugiés en Belgique », Juin 2016.

- WIEDMANN-GOIRAN T, PERIER F, LEPINEUX, (2003),  Développement durable et gouvernement d’entreprise : un dialogue prometteur, Editions d’Organisation.

- CHEHADE Danièle, « L’IMPACT DE L’EXODE SYRIEN SUR LE MARCHÉ DU TRAVAIL LIBANAIS », – Chargée d’enseignement à la FGM US.

- RIZKALLAH Siham , «L'introduction de la RSE au Liban et dans son entourage arabe.

- Article publié en France dans «**RSE-Magazine** » (07-11-2016).

- http://www.rse-magazine.com/L-introduction-de-la-RSE-au-Liban-et-dans-son-entourage-arabe\_a1921.html.

- RIZKALLAH Siham, «La Responsabilité sociale des entreprises et l’Économie sociale et solidaire, derniers remèdes à la crise des réfugiés?

- Par Dr. Siham RIZKALLAH | 04/02/2017 | **L’Orient Le Jour.**

-  https://www.lorientlejour.com/article/1033321/la-responsabilite-sociale-des-entreprises-et-leconomie-sociale-et-solidaire-derniers-remedes-a-la-crise-des-refugies.html.

- RIZALLAH Siham, LIBAN -La Journée mondiale de la responsabilité sociale: quel bilan pour le Liban ? Siham RIZKALLAH | OLJ24/09/2016 L’Orient Le Jour (24-09-2016).

- https://www.lorientlejour.com/article/1009033/la-journee-mondiale-de-la-responsabilite-sociale-quel-bilan-pour-le-liban-.html.

- Topalian Nohad, “Le Liban cherche 10 milliards de dollars en pleine crise des réfugiés”, 02-02-2017, http://almashareq.com/fr/articles/cnmi\_am/features/2017/02/02/feature-01.

- صعوبات تطور المسؤولية الاجتماعية لمؤسسات في لبنان ( جريدة النهار )4 ANNAHAR تشرين الثاني 2016    .

 - د. سهام رزق اللّـه(أستاذة محاضرة في جامعة القديس يوسف) كلية العلوم   الاقتصادية وباحثة في المركز الدولي (قدموس)

 http://newspaper.annahar.com/article/493489-%D8%B5%D8%B9%D9%88%D8%A8%D8%A7%D8%AA-%D8%AA%D8%B7%D9%88%D8%B1-%D8%A7%D9%84%D9%85%D8%B3%D8%A4%D9%88%D9%84%D9%8A%D8%A9-%D8%A7%D9%84%D8%A7%D8%AC%D8%AA%D9%85%D8%A7%D8%B9%D9%8A%D8%A9-%D9%84%D9%85%D8%A4%D8%B3%D8%B3%D8%A7%D8%AA-%D9%81%D9%8A-%D9%84%D8%A8%D9%86%D8%A7%D9%86.

- المسؤولية الاجتماعية للشركات حلٌ لأزمة النازحين السوريين؟  الجمهورية الثلاثاء 10 كانون الثاني 2.2017

- د. سهام رزق اللّـه (أستاذة محاضرة وباحثة اقتصادية-إجتماعية في جامعة  القديس يوسف وباحثة في المركز الدولي لدراسة النزاعات وسبل حلّها قدموس) http://www.aljoumhouria.com/news/index/345605.5

[[1]](https://www.lebarmy.gov.lb/fr/content/la-crise-des-d%C3%A9plac%C3%A9s-syriens-au-liban-besoin-opportunit%C3%A9-de-recours-%C3%A0-la-rse%22%20%5Cl%20%22_ftnref1%22%20%5Co%20%22)- Cf. Hala NAUFAL, LA SITUATION DES RÉFUGIÉS ET TRAVAILLEURS SYRIENS AU LIBAN SUITE AUX SOULÈVEMENTS POPULAIRES EN SYRIE, NOTE D’ANALYSE ET DE SYNTHÈSE 2011/73, FLORENCE, CARIM, 2011, P. 4 : WWW. MIGRATIONPOLICYCENTRE. EU/DOCS/MPC % 202012 % 20 FR % 2012. PDF.

[[2]](https://www.lebarmy.gov.lb/fr/content/la-crise-des-d%C3%A9plac%C3%A9s-syriens-au-liban-besoin-opportunit%C3%A9-de-recours-%C3%A0-la-rse%22%20%5Cl%20%22_ftnref2%22%20%5Co%20%22)- Outre les difficultés objectives liées au recensement par le Haut commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR) des “déplacés" syriens au Liban depuis le début de la crise.

[[3]](https://www.lebarmy.gov.lb/fr/content/la-crise-des-d%C3%A9plac%C3%A9s-syriens-au-liban-besoin-opportunit%C3%A9-de-recours-%C3%A0-la-rse%22%20%5Cl%20%22_ftnref3%22%20%5Co%20%22)- Données produites par le Haut-Commissariat des Nations-Unies aux Réfugiés mises à jour en novembre 2014. En ligne http://data.unhcr.org/syrianrefugees/ country.php?id=122.

[[4]](https://www.lebarmy.gov.lb/fr/content/la-crise-des-d%C3%A9plac%C3%A9s-syriens-au-liban-besoin-opportunit%C3%A9-de-recours-%C3%A0-la-rse%22%20%5Cl%20%22_ftnref4%22%20%5Co%20%22)- Rapport de la Banque Mondiale sur l’Economie libanaise, Octobre 2018 file:///C:/Users/706279/Downloads/BM%20Oct%202018.pdf http://pubdocs.worldbank.org/en/130861492370053084/Lebanon-MEM2017-FRE.pdf.

[[5]](https://www.lebarmy.gov.lb/fr/content/la-crise-des-d%C3%A9plac%C3%A9s-syriens-au-liban-besoin-opportunit%C3%A9-de-recours-%C3%A0-la-rse%22%20%5Cl%20%22_ftnref5%22%20%5Co%20%22)- https://www.lorientlejour.com/article/1079674/les-deplaces-syriens-representent-40-de-la-population-au-liban-affirme-le-ministre-de-leconomie.html.

[[6]](https://www.lebarmy.gov.lb/fr/content/la-crise-des-d%C3%A9plac%C3%A9s-syriens-au-liban-besoin-opportunit%C3%A9-de-recours-%C3%A0-la-rse%22%20%5Cl%20%22_ftnref6%22%20%5Co%20%22)- https://www.pressreader.com/lebanon/le-mensuel-magazine/20180803/283424897419792.

[[7]](https://www.lebarmy.gov.lb/fr/content/la-crise-des-d%C3%A9plac%C3%A9s-syriens-au-liban-besoin-opportunit%C3%A9-de-recours-%C3%A0-la-rse%22%20%5Cl%20%22_ftnref7%22%20%5Co%20%22)- http://almashareq.com/fr/articles/cnmi\_am/features/2017/02/02/feature-01.

[[8]](https://www.lebarmy.gov.lb/fr/content/la-crise-des-d%C3%A9plac%C3%A9s-syriens-au-liban-besoin-opportunit%C3%A9-de-recours-%C3%A0-la-rse%22%20%5Cl%20%22_ftnref8%22%20%5Co%20%22)- http://www.unhcr.org/fr/news/stories/2017/6/5943f3eca/nombre-personnes-deplacees-atteint-haut-niveau-decennies.html

      http://www.unhcr.org/fr-fr/5965f0a07.pdf.

[[9]](https://www.lebarmy.gov.lb/fr/content/la-crise-des-d%C3%A9plac%C3%A9s-syriens-au-liban-besoin-opportunit%C3%A9-de-recours-%C3%A0-la-rse%22%20%5Cl%20%22_ftnref9%22%20%5Co%20%22)- BANQUE MONDIALE RÉGION MOYEN-ORIENT ET AFRIQUE DU NORD BULLETIN D’INFORMATION ÉCONOMIQUE DE LA RÉGION MENA Crise des réfugiés dans la région MENA Relever le défi du développement,  http://documents.worldbank.org/curated/en/344481507665817048/pdf/119941-French-MEM.pdf.

[[10]](https://www.lebarmy.gov.lb/fr/content/la-crise-des-d%C3%A9plac%C3%A9s-syriens-au-liban-besoin-opportunit%C3%A9-de-recours-%C3%A0-la-rse%22%20%5Cl%20%22_ftnref10%22%20%5Co%20%22)- RIZKALLAH Siham , « L'introduction de la RSE au Liban et dans son entourage arabe, Article publié en France dans « **RSE-Magazine** » (07-11-2016)

      http://www.rse-magazine.com/L-introduction-de-la-RSE-au-Liban-et-dans-son-entourage-arabe\_a1921.html.

[[11]](https://www.lebarmy.gov.lb/fr/content/la-crise-des-d%C3%A9plac%C3%A9s-syriens-au-liban-besoin-opportunit%C3%A9-de-recours-%C3%A0-la-rse%22%20%5Cl%20%22_ftnref11%22%20%5Co%20%22)- https://www.lorientlejour.com/article/1009033/la-journee-mondiale-de-la-responsabilite-sociale-quel-bilan-pour-le-liban-.html

      https://www.researchgate.net/publication/312552823\_L'introduction\_de\_la\_RSE\_au\_Liban\_et\_dans\_son\_entourage\_arabe

      https://blogs.alternatives-economiques.fr/abherve/2017/02/04/un-regard-libanais-sur-le-role-de-l-ess-vis-a-vis-des-refugies.

**أزمة النازحين السوريين في لبنان: حاجة أم فرصة للّجوء إلى المسؤولية الاجتماعية للمؤسسات**

الغرض من هذه المقالة هو دراسة أثر تدفّق اللاجئين المهاجرين الاجتماعي والاقتصادي على التنمية المستدامة للبلدان المضيفة، والبحث عن حلول بديلة من خلال المسؤولية الاجتماعية للشركات في عدم وجود كفاية الدعم الحكومي والدولي، بناءً على حالة لبنان في مواجهة تدفّق النازحين السوريين. من أجل ذلك، سنقدم في مرحلة أولى، مفاهيم معينة (مهاجرون، نازحون، لاجئون ...)، أما في المرحلة الثانية فسنقوم بتحليل خصوصيات عدم كفاية التمويل العام والمعونة الدولية لإثبات الحاجة إلى إشراك القطاع الخاص من خلال برامج المسؤولية الاجتماعية للشركات لمواجهة هذه الأزمة.

فإزاء الأزمة السورية، وتخطي نسبة النازحين في لبنان عتبة ثلث سكانه الأصليين، لا بد من تحديد واقع الأزمة وتصنيفها لتبيان آفاق آثارها الاقتصادية وسبل مواجهتها. ويتبيّن في المنشورات الدولية أنه غالبًا ما يتم إطلاق تسمية "لاجئ" بشكل خاطئ على الشخص "النازح" حتى لو كانت  أسباب مغادرة النازحين مماثلة لتلك التي تدفع اللاجئين إلى مغادرة بلدانهم ( نزاعات مسلحة، عنف معمّم، انتهاكات لحقوق الإنسان). فالسوريون القادمون إلى لبنان منذ أزمة بلادهم هم نازحون يحتفظون كمواطنين بكامل حقوقهم، بما في ذلك الحق في الحماية، وفق قوانين حقوق الإنسان والقانون الإنساني الدولي، خلافًا لما هي حال اللاجئين الذين يُعَرَّفون، وفق اتفاقية 1951، على أنهم أشخاص "يوجدون خارج دولة جنسيتهم بسبب تخوّف مبرّر من التعرض للاضطهاد لأسباب ترجع إلى انتمائهم العرقي أو الديني أو الاجتماعي أو السياسي، وبذلك يفتقرون إلى القدرة أو حتى الرغبة باستظلال حماية دولتهم".

 ويتبيّن أنّه منذ اندلاع الأزمة السورية وتوافد موجات النازحين السوريين إلى لبنان، سقطت مختلف المؤشرات الاقتصادية في البلاد سقوطا مدوّيًا فتراجع النمو الاقتصادي من حوالى 8% في العام 2011 تباعًا إلى أقل من 1% اليوم، وازداد الدَّين العام ليتخطى 80 مليار دولار أي أكثر من 150% من الناتج المحلي، وباتت خدمة الدين تسيطر على أكثر من ثلث الموازنة، ودخلنا مجددًا في حلقة مفرغة من العجز والمزيد من الاستدانة، فيما تسارع ارتفاع البطالة والفقر بشكل غير مسبوق في البلاد، وتدهورت أوضاع القطاعات جميعها وأحوال البنى التحتية ومختلف الخدمات العامة.

 ومع الأوضاع الضاغطة للمالية العامة في لبنان، وضعف كفاية الدعم الدولي لتغطية التمويل المطلوب، لم يبقَ سوى تدخّل القطاع الخاص للمساهمة في حل الأزمة، من خلال جملة برامج تندرج في إطار المسؤولية الاجتماعية للمؤسسات. وبما أنّ القطاع المصرفي تحديدًا هو أول القطاعات وأكثرها انخراطًا في عملية إدراج مبادئ المسؤولية الاجتماعية في صلب استراتيجياته وخطط عمله، تبدو كلمة الفصل الأساسية في ملعبه. وقد بدأت بعض المصارف بإصدار بطاقات مصرفية إلكترونية بسقفٍ محدد، للمساعدة في تأمين الحاجات الغذائية الأساسية للمواطنين، وتتكاثر اقتراحات مشاريع وخدمات أخرى تصب في هذا الاتجاه من باب المساعدة المباشرة للنازحين. فيما تتولّى مؤسسات ومنظمات غير حكومية تأمين مساكن مستأجرة لبعض العائلات القادرة على الانخراط في النسيج اللبناني، وتأمين الخدمات من تعليم وطبابة وغيرها خارج إطار المخيمات.